

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31151]

17 MAI 2018. — Décret modifiant le décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, est complété par ce qui suit :

« visés à l'article 49 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française »

Art. 2. A l'article 3 du même décret, le 7^o est remplacé par un nouveau 7^o rédigé comme suit :

« 7^o la formation spécifique pour les candidats à l'emploi de sélection visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ainsi qu'à l'article 51, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné. »

Art. 3. L'article 4 du même décret est remplacé par un article 4 rédigé comme suit :

« Article 4. - Pour l'application du chapitre II du présent décret, les formateurs sont :

1^o des membres du personnel directeur, enseignant et auxiliaire d'éducation de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

2^o des membres des services du Gouvernement de la Communauté française ;

3^o des membres du personnel d'organisations bénéficiaires de subventions octroyées par le ministre ayant la culture ou la jeunesse dans ses attributions, ou son délégué ;

4^o des experts nationaux ou internationaux, personnes morales ou physiques. »

Art. 4. A l'article 5 du même décret, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 5. A l'article 7 du même décret, le mot « Gouvernement » est suivi par les mots « de la Communauté française, ci-après dénommé le Gouvernement ».

Art. 6. L'article 9 du même décret est remplacé par un article 9 rédigé comme suit :

« Article 9.- Les formations visées à l'article 2 sont organisées par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, selon les modalités que le Gouvernement détermine. »

Art. 7. A l'article 10 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « civile », cité deux fois, est remplacé par le mot « scolaire » ;

b) les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« La Commission agréée les formations visées à l'article 2 ainsi que les formateurs visés à l'article 4.

La Commission est composée :

1^o de l'administrateur général de l'administration générale de l'enseignement ou de son délégué, qui préside ;

2^o de quatre membres, à raison d'un membre par domaine d'enseignement, du service de l'inspection de l'enseignement artistique visé à l'article 3, alinéa 2, 5^o, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ;

3^o du président du Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit visé à l'article 121 du décret du 2 juin 1998 précité ou de son délégué ;

4^o de quatre représentants du personnel directeur et enseignant que ce Conseil désigne en son sein, à raison d'un représentant par domaine d'enseignement ;

5^o d'un représentant de chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

6^o d'un représentant du ministre ayant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions.

La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement au sein de ses services. »

Art. 8. L'article 11 du même décret est remplacé par un article 11 rédigé comme suit :

« Article 11. - Les services de l'administration, en ce compris l'inspection de l'enseignement artistique visée à l'article 3, alinéa 2, 5^o, du décret du 8 mars 2007 précité, dans leurs missions respectives, sont chargés :

1^o du respect de l'application des dispositions du présent décret;

2^o du contrôle de la gestion et de l'exécution des projets de formation ainsi que de la participation effective des membres du personnel visés à l'article 1^{er} ;

3^o du contrôle de l'utilisation des crédits et des subventions affectés aux formations. »

Art. 9. A l'article 12 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « L'inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit » sont remplacés par les mots « Conformément à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o et 9^o, du décret du 8 mars 2007 précité, le service de l'inspection de l'enseignement artistique ».

b) l'alinéa 2 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Ce rapport d'évaluation est soumis au Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit pour avis. Le rapport d'évaluation et l'avis du Conseil de perfectionnement sont transmis au Ministre qui a cet enseignement dans ses attributions. »

Art. 10. A l'article 14 du décret précité sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 3, les mots « du montant total » sont insérés entre les mots « supérieurs à 12% » et les mots « des crédits » ;

b) l'alinéa 4 est remplacé par un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit :

« Au moins 40 % des crédits budgétaires visés à l'alinéa 1^{er} sont consacrés à des formations basées sur des thèmes généraux communs de formation visés à l'article 10, alinéa 1^{er}, du présent décret. »

Art. 11. A titre transitoire, les formations visées à l'article 2 du décret précité, organisées en 2018, ne sont pas soumises aux dispositions du présent décret.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mai 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 621-1. – Rapport de commission, n° 621-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 621-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 16 mai 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31151]

17 MEI 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volg :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld als volgt :

« bedoeld in artikel 49 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt 7^o vervangen door een nieuw 7^o, luidend als volgt :

« 7^o de specifieke opleiding voor de kandidaten voor het selectieambt bedoeld in artikel 40, eerste lid, 6^o, van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs, alsook in artikel 51, eerste lid, 5^o, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel 4, luidend als volgt :

« Artikel 4. – Voor de toepassing van hoofdstuk II van dit decreet zijn de opleiders :

1^o de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ;

2° de leden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

3° de personeelsleden van organisaties die in aanmerking komen voor de subsidies toegekend door de Minister van Cultuur of Jeugd, of zijn afgevaardigde ;

4° de nationale of internationale deskundigen, rechts- of natuurlijke personen. »

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid opgeheven.

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt het woord « Regering » gevolgd door de woorden « van de Franse Gemeenschap, hierna de Regering genoemd ».

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel 9, luidend als volgt :

« Artikel 9.- De opleidingen bedoeld in artikel 2 worden georganiseerd door de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van de inrichtende machten van de inrichtingen van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan volgens de nadere regels die de Regering bepaalt. »

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt het woord « kalender », dat twee keer wordt vermeld, vervangen door het woord « school » ;

b) het tweede lid, het derde lid en het vierde lid worden vervangen als volgt :

« De Commissie erkent de opleidingen bedoeld in artikel 2, alsook de opleiders bedoeld in artikel 4.

De Commissie is samengesteld uit :

1° de Administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs of zijn afgevaardigde die het voorzitterschap waarneemt ;

2° vier leden, naar rata van één lid per onderwijsdomein, van de inspectiedienst van het kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, tweede lid, 5°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs ;

3° de voorzitter van de Verbeteringsraad van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan bedoeld in artikel 121 van het bovenvermelde decreet van 2 juni 1998 of zijn afgevaardigde ;

4° vier vertegenwoordigers van het bestuurs- en onderwijzend personeel die door deze Raad uit zijn leden worden aangesteld, naar rata van een vertegenwoordiger per onderwijsdomein ;

5° een vertegenwoordiger van elk vertegenwoordigings- en coördinatiorgaan van de inrichtende machten van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan ;

6° een vertegenwoordiger van de minister van kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangende secretaris aangesteld door de Regering binnen haar diensten. »

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel 11, luidend als volgt :

« Artikel 11. – De diensten van het bestuur, met inbegrip van de inspectie van het kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, tweede lid, 5°, van het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007, ieder wat hun respectieve opdrachten betreft, worden belast met :

1° de naleving van de toepassing van de bepalingen van dit decreet;

2° het toezicht op het beheer en de uitvoering van opleidingsprojecten, alsook de effectieve deelneming van de personeelsleden bedoeld in artikel 1;

3° het toezicht op de aanwending van de kredieten en subsidies bestemd voor deze opleidingen. »

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « De inspectie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan » vervangen door de woorden « Overeenkomstig artikel 9, § 1, eerste lid, 7° en 9°, van het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007 evalueert de inspectiedienst van het kunstonderwijs ».

b) het tweede lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

« Dit evaluatieverslag wordt ter advies aan de Verbeteringsraad van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan voorgelegd. Het evaluatieverslag en het advies van de Verbeteringsraad worden aan de Minister van Onderwijs bezorgd. »

Art. 10. In artikel 14 van het bovenvermelde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het derde lid worden de woorden « van het globaal bedrag » ingevoegd tussen de woorden « niet hoger liggen dan 12% » en de woorden « van de kredieten » ;

b) het vierde lid wordt vervangen door een nieuw vierde lid, luidend als volgt :

« Minstens 40 % van de begrotingskredieten bedoeld in het eerste lid worden bestemd voor de opleidingen steunend op gemene algemene thema's van de opleiding bedoeld in artikel 10, eerste lid, van dit decreet. »

Art. 11. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de opleidingen bedoeld in artikel 2 van het bovenvermelde decreet die in 2018 georganiseerd worden, niet aan de bepalingen van dit decreet onderworpen.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 mei 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 621-1. - Commissieverslag nr. 621-2.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 621-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 16 mei 2018.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2018/12295]

Raad van State. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 15 april 2018, wordt de heer Christian AMELYNCK, eerste auditeur, als eerste auditeurafdelingshoofd bij de Raad van State aangewezen.

Op 22 mei 2018 heeft de heer Christian AMELYNCK als eerste auditeurafdelingshoofd de eed afgelegd in handen van de Adjunct-Auditeur-generaal bij de Raad van State.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2018/12295]

Conseil d'Etat. — Désignation

Par arrêté royal du 15 avril 2018, Monsieur Christian AMELYNCK, premier auditeur, est désigné à la fonction de premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat.

Monsieur Christian AMELYNCK a prêté le serment le 22 mai 2018 en qualité de premier auditeur chef de section entre les mains de l'Auditeur général adjoint au Conseil d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2018/12296]

Raad van State. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 15 april 2018, wordt de heer Edward LANGOHR, auditeur, met ingang van 15 mei 2018 tot eerste auditeur bij de Raad van State benoemd.

Op 22 mei 2018 heeft de heer Edward LANGOHR als eerste auditeur de eed afgelegd in handen van de Adjunct-Auditeur-generaal bij de Raad van State.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2018/12296]

Conseil d'Etat. — Nomination

Par arrêté royal du 15 avril 2018, Monsieur Edward LANGOHR, auditeur, est nommé à partir du 15 mai 2018 premier auditeur au Conseil d'Etat.

Monsieur Edward LANGOHR a prêté le serment le 22 mai 2018 en qualité de premier auditeur entre les mains de l'Auditeur général adjoint au Conseil d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2018/12297]

Raad van State. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 15 april 2018, wordt mevrouw Valérie MICHIELS, auditeur, met ingang van 15 mei 2018 tot eerste auditeur bij de Raad van State benoemd.

Op 22 mei 2018 heeft mevrouw Valérie MICHIELS als eerste auditeur de eed afgelegd in handen van de Adjunct-Auditeur-generaal bij de Raad van State.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2018/12297]

Conseil d'Etat. — Nomination

Par arrêté royal du 15 avril 2018, Madame Valérie MICHIELS, auditeur, est nommée à partir du 15 mai 2018 premier auditeur au Conseil d'Etat.

Madame Valérie MICHIELS a prêté le serment le 22 mai 2018 en qualité de premier auditeur entre les mains de l'Auditeur général adjoint au Conseil d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2018/31107]

Tombola. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 9 mei 2018 genomen krachtens de wet van 31 december 1851, op de loterijen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Ontwikkelingscomité van de Belgische Sport » te Brussel om van 1 september 2018 tot en met 31 augustus 2019 in het gehele land een tombolaoperatie te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2018/31107]

Tombola. — Autorisation

Un arrêté royal du 9 mai 2018 pris en vertu de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, autorise l'association sans but lucratif « Comité de Développement du Sport belge » à Bruxelles à organiser une opération de tombola, dans tout le pays, du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019 inclus.